



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Mylène FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Serge DESSEIGNE, Hind EMAD, Maryse FAYE

Environnement - Révision du Plan Climat en Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) de Montpellier Méditerranée Métropole - Stratégie Neutralité Carbone 2050 et Orientations - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

La lutte contre le changement climatique est identifiée en tant qu'enjeu majeur, sur le plan international, mais également au sein des territoires, chacun œuvrant à son niveau. Montpellier Méditerranée Métropole et ses communes inscrivent la transition écologique et solidaire à la convergence des politiques publiques menées en matière d'habitat et de logement, de déplacements, de qualité de l'air, d'urbanisme et d'aménagement, de préservation et de gestion économe des ressources et de l'espace, de préservation de la biodiversité, de politique de gestion des risques, d'évolution et de gestion des réseaux énergétiques, de politique agroécologique et alimentaire, de développement économique...

Cette inscription est mise en avant au travers du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), dont la révision a été engagée par délibération du Conseil de Métropole n°M2018-270 du 20 juin 2018, sur le fondement des 3 axes suivants :

- adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets ;
- accompagner le territoire dans la transition énergétique ;
- poursuivre la trajectoire énergie-climat et inscrire le territoire dans les politiques post-carbone.

Le PCAET, s'inscrit comme instrument de mise en œuvre des objectifs de transition écologique et solidaire, conjointement et en complémentarité de l'ensemble des démarches de planification engagées, notamment :

- le Plan de mobilité (PDM), poursuivant deux caps pour offrir à la fois un cadre de vie apaisé et respirable, ainsi que des alternatives à l'autosolisme ;
- le Plan local d'urbanisme intercommunal – climat (PLUi-climat), offrant au PCAET et au PDM un support d'application opposable et qui ambitionne de répondre aux besoins essentiels de la population : manger, respirer, se loger, travailler, se déplacer, se détendre...

Ces démarches se répondent également au travers de la mutualisation des outils d'élaboration, de communication, de concertation, ainsi que des calendriers d'élaboration.

Le contexte réglementaire

Depuis une dizaine d'années, les accords internationaux et européens, transcrits en droit français au travers de nombreux textes législatifs, régissent l'élaboration de la planification énergie-climat et font porter la mise en œuvre de ces politiques aux collectivités et à leurs groupements. Conformément aux dispositions des lois « Grenelle I et II » du 3 août 2009 et du 12 juillet 2010, un premier Plan Climat Energie Territorial (PCET) 2013-2018 a été approuvé par délibération en 2014.

Ce premier PCET est aujourd'hui révisé pour tenir compte de plusieurs lois promulguées depuis. Ainsi, la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015, intègre les enjeux de qualité de l'air au PCAET et norme son contenu. La loi énergie-climat du 8 novembre 2019 traduit en droit français l'Accord international de Paris de décembre 2015, d'atteinte de la neutralité carbone d'ici à 2050, spécifiée par la Stratégie nationale bas carbone. Enfin, la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019, impose au PCAET, s'agissant d'un territoire couvert par un plan de protection de l'atmosphère :

- l'intégration d'un plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques, en vue d'atteindre les objectifs fixés nationalement ;
- le respect, au travers de son programme d'action, des normes de qualité de l'air, définies par le Code de l'Environnement, au plus tard en 2025 ;
- la création de zones à faible émission (ZFE), en lien avec la mobilité ;
- le plan d'action doit porter une attention particulière vis-à-vis des établissements recevant du public dit « sensibles ».

S'ajoutent d'autres objectifs relatifs à la préservation et la valorisation des déchets, à la protection de la biodiversité et des milieux naturels et la préservation des risques pour l'environnement et la santé.

L'élaboration, et la mise en œuvre des programmes d'actions successifs du PCAET doivent s'inscrire dans une démarche plus large, à travers laquelle il s'agit :

- d'intégrer les engagements internationaux et nationaux en matière de lutte contre le changement climatique, de prendre en compte la stratégie nationale bas carbone, et, localement, d'être compatible avec les objectifs fixés pour chaque polluant dans le plan de protection de l'atmosphère (PPA), dont la révision est conduite par le Préfet courant 2021-2022 ;
- de prendre en compte les objectifs du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), et d'être compatible avec les règles de son fascicule ;
- de prendre en compte le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé en 2019 ;
- de s'assurer de la compatibilité entre le PDM et le PCAET (ces deux documents étant établis sur un même périmètre) ; le PLUi, prescrit en novembre 2015, devra prendre en compte le PCAET.

Les constats

La première phase de l'élaboration du PCAET a consisté à réaliser le diagnostic du territoire qui présente le profil de consommations d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre, les vulnérabilités de la Métropole face aux changements climatiques ainsi que les potentialités du territoire en matière de production d'énergies renouvelables. Ce diagnostic fait apparaître :

- des évolutions climatiques déjà perceptibles : notamment une augmentation de la température moyenne de + 0,3°C par décennie depuis 1980, du nombre de jours de vague de chaleur, des phénomènes météorologiques violents plus nombreux et plus intenses, une élévation du niveau de la mer de + 6 cm... ;
- des perspectives d'évolutions climatiques amplifiées à 2100 avec notamment 90 jours de forte chaleur chaque année, une augmentation en nombre et en intensité des épisodes cévenols et des périodes de sécheresse, une élévation plus marquée du niveau de la mer... ;
- des consommations d'énergie, issues pour 50 % des produits pétroliers, plus faibles qu'au niveau national du fait d'un climat plus clément et de l'absence d'industrie ;
- une précarité énergétique des ménages plus marquée qu'au niveau national : la facture énergétique du territoire représente plus de 710 millions d'euros chaque année dont 500 millions payés par les ménages ;
- un taux de couverture par les énergies renouvelables locales plutôt faible même s'il a été multiplié par trois depuis 2010 et un potentiel identifié qui repose majoritairement sur le solaire photovoltaïque ;
- des émissions de gaz à effet de serre liées à 90 % aux secteurs des transports et du bâtiment.

Ce diagnostic met également en lumière les enjeux du territoire, en termes :

- de risques : incendie, inondation, sécheresse et effet « *ilot de chaleur urbain* », représentent les risques majeurs du territoire ;
- d'atténuation : les mobilités et le bâtiment sont les secteurs à traiter en priorité ;
- de production d'énergie renouvelable : le photovoltaïque est à développer massivement.

L'ambition et les objectifs poursuivis

Le PCAET poursuit deux objectifs : d'une part **l'atténuation**, afin de limiter l'impact du territoire sur le climat en diminuant les émissions de gaz à effet de serre et les polluants atmosphériques produits, et d'autre part, **l'adaptation**, dans le but de réduire la vulnérabilité du territoire au changement climatique.

Le PCAET de Montpellier Méditerranée Métropole doit apporter des réponses aux enjeux de son territoire, méditerranéen, urbain et péri-urbain, en réponse à ses défis socio-économiques, à savoir :

- mettre en place des stratégies d'atténuation et d'adaptation pour faire face à l'urgence climatique ;
- lutter contre la pollution atmosphérique pour préserver la santé de montpellierains ;
- préserver l'exceptionnelle biodiversité du territoire ;
- protéger les ressources du territoire ;
- garantir la souveraineté alimentaire ;
- assurer la souveraineté énergétique.

La Métropole recherche au travers de son PCAET à faire de l'action climatique un facteur d'inclusion sociale et de solidarité entre les habitants de la Métropole, en luttant contre toutes les précarités : précarité énergétique liée au logement et à la mobilité, précarité alimentaire, accès équitable à l'eau...

L'ambition pour le territoire, affichée dans le PCAET, nécessite d'assurer la cohérence de l'action territoriale et sa gouvernance au travers d'un engagement de tous les acteurs socioéconomiques, qui pourra prendre la forme d'une convention territoriale.

La même cohérence sera recherchée avec les territoires voisins en développant les coopérations interterritoriales, dans le cadre de la pérennisation d'un espace de dialogue de type comité des partenaires, créé à l'occasion de l'élaboration du présent PCAET.

Enfin, la Métropole veut afficher son exemplarité et celle des 31 communes au travers de la sensibilisation, l'information et la formation des services publics à tous les niveaux et montrer l'exemple : l'écoresponsabilité sera le fil-guide de l'action de la Métropole et de ses communes au quotidien.

Les orientations portant la stratégie

Depuis la délibération d'engagement de la révision du PCAET, les enjeux, les objectifs poursuivis et le diagnostic territorial ont fait l'objet de présentations, d'échanges, de discussions, d'accords dans le cadre d'un forum, d'ateliers d'experts thématiques, de mise à disposition du public de documents, de contributions techniques ou citoyennes. Ces réflexions ont depuis été approfondies dans le cadre d'échanges entre Vice-Président(e)s, et avec les communes, pour aboutir à une proposition de stratégie et d'orientations actualisées pour le territoire métropolitain.

C'est ainsi que se présente l'ambition de Montpellier Méditerranée Métropole et du territoire à 2050, avec un point d'étape à 2030 et un engagement ferme sur la durée du mandat, dans le but de mettre le territoire sur la trajectoire qui permettra l'atteinte des objectifs 2050. En cohérence avec les engagements nationaux et internationaux, notamment la loi Energie-Climat, qui reprend les engagements de l'Accord de Paris lors de la COP 21, la Métropole ambitionne un territoire neutre en carbone en 2050 et opte pour une diffusion, une ramification de ses engagements au sein de l'ensemble de ses politiques publiques et des compétences qu'elle exerce.

Ainsi, **pour diminuer drastiquement les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur du bâtiment** (considéré avec le secteur des transports comme principal émetteur de gaz à effet de serre), mais également **pour lutter contre la précarité énergétique** liée au logement, la Métropole ambitionne la rénovation de 13 500 logements en 5 ans, en s'appuyant sur les dispositifs Guichet Unique, Renov'Energie et Rénover pour un habitat durable et solidaire. Elle organisera également l'accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique afin de sortir 13 000 ménages de cette situation. Les petits locaux tertiaires, et en premier lieu le patrimoine public, devront également faire l'objet de travaux d'amélioration thermique. La mise en œuvre de cette politique de rénovation du bâti doit permettre l'atteinte en 2050 90 % du parc résidentiel et 80 % du parc tertiaire rénovés, ainsi que de passer en dessous de la barre de 5 % de ménages en situation de précarité.

Afin de lutter contre le changement climatique et préserver la santé des habitants de la Métropole, en offrant une alternative à tous pour se déplacer autrement, la Métropole s'engage pour **une mobilité décarbonée**. Au travers de la gratuité totale des transports en commun pour les habitants de son territoire en 2023, la Métropole affiche sa volonté de redonner du pouvoir d'achat et de permettre l'accès aux transports en commun à tous les habitants. Cette mesure est complétée par l'amélioration de l'offre de transport : ligne 5 et prolongement ligne 1 du tramway, bus à haut niveau de service, Etoile montpelliéraine, accès au TER, afin d'augmenter la population desservie par les transports en commun. Le déploiement du système vélo permettra d'augmenter considérablement la part modale du vélo dont l'objectif est d'atteindre 10 % en 2025. La marche, le covoiturage, l'autopartage, les plans de mobilité d'entreprises seront favorisés pour stopper l'autosolisme, de même que les quartiers apaisés seront généralisés sur le territoire. La Zone à Faibles Emissions (ZFE), engagée dès l'automne 2021, permettra de mettre en place des outils de logistique urbaine. Enfin, la flotte de véhicules des services de la Métropole tend vers une décarbonation progressive grâce à un programme de renouvellement particulièrement ambitieux. La Métropole vise la disparition des véhicules individuels carbonés 2050 grâce à une offre de mobilité alternative.

Poursuivant l'**objectif de souveraineté énergétique**, la Métropole s'engage pour la sobriété énergétique et le développement de productions locales d'énergies renouvelables. Un schéma directeur des énergies, en cours d'élaboration, viendra préciser le rôle des différents réseaux d'énergies sur le territoire et leurs contributions respectives à la transition énergétique du territoire. Les actions de maîtrise de l'énergie sur le patrimoine public enclenchées par la Métropole et les communes, mais également sur l'éclairage public seront renforcées. Une attention particulière est apportée à la question du numérique, dont l'usage a fortement évolué lors de la crise sanitaire traversée. Son évolution doit intégrer un développement responsable pour une égalité sociale, mais également les enjeux climatiques. Le développement des filières locales d'énergie renouvelable et de récupération sera favorisé par un soutien aux projets citoyens à vocation sociale, et la création d'une structure publique de la transition énergétique permettra de démultiplier les projets, notamment l'extension du réseau de chaleur renouvelable à la maille des 31 communes. Pour accompagner, la transformation de la mobilité, le territoire sera maillé par un réseau de stations d'avitaillement décarbonées au Gaz Naturel Véhicule, à l'hydrogène ou électriques. Enfin, la Métropole d'ores et déjà exemplaire en systématisant l'intégration des énergies renouvelables et de récupération sur son patrimoine, poursuivra le développement de projets innovants.

La Métropole vise par ailleurs, l'atteinte de l'objectif « **zéro artificialisation nette** » dans la décennie 2030 et la **neutralité carbone** de toute opération d'aménagement ou de renouvellement urbain. La Métropole élabore un PLUi-climat qui intègre cette trajectoire « **zéro artificialisation nette** » et favorise le réinvestissement urbain pour offrir une alternative à la maison individuelle isolée. Des expérimentations sont à conduire avec les professionnels du BTP pour réussir des opérations d'aménagements neutres en carbone. De même, la renaturation et la désimperméabilisation des sols sont à amplifier. Enfin la Métropole accompagnera la dynamique de renaturation des cours d'écoles dans les communes.

La Métropole s'engage aussi à rendre le **territoire résilient aux risques** présents et à venir, assurer la protection des populations et réduire le coût des dommages. Tous les risques naturels (inondation, ruissellement et submersion marine / incendie / canicule, sécheresse / ...) sont intégrés dans l'aménagement du territoire, du PLUi-climat aux projets opérationnels.

La stratégie de gestion des eaux pluviales de la Métropole réduira la vulnérabilité des quartiers et des habitants exposés aux inondations. Les Programmes d'Action de Prévention des Inondations (PAPI), mis en œuvre, systématiseront le développement de l'ingénierie écologique et les techniques douces (restauration des cours d'eau notamment). La reconquête et la préservation des zones humides et des zones d'expansion de crues sont à prioriser, les plans de gestion des milieux aquatiques seront révisés. Par ailleurs, la stratégie de résilience du littoral, au travers d'une gouvernance inter-collectivités, doit poursuivre sa construction. Enfin, il est prévu une extension du dispositif Ville en alerte pour tous les risques sur toute la Métropole, en développant en parallèle un Club risques et résilience et en mettant en place une gouvernance territoriale.

La préservation de la biodiversité, le rafraîchissement de la ville et la séquestration du carbone sont par ailleurs, autant d'enjeux forts pour la Métropole en termes d'adaptation du territoire aux changements climatiques. La mise en œuvre de la stratégie biodiversité en cours d'élaboration, a pour objectifs de préserver et de dynamiser la trame verte, de restaurer et de renaturer les milieux aquatiques de la trame bleue, de construire la trame noire en cohérence avec le plan lumière, de préfigurer une trame brune. S'agissant du développement et de la diffusion de la connaissance, elle ambitionne d'élaborer un Atlas intercommunal de la biodiversité en concertation avec les communes et les partenaires. Le rafraîchissement en milieu urbain reposera sur la végétalisation de l'espace public par des actions massives de plantation d'arbres, la création de potagers, la promotion de végétalisation des espaces privés et la conservation des espaces végétalisés. Dans les espaces agronaturels, la conservation des espaces plantés existants et la création ou la reconstitution des infrastructures agroécologiques sera une priorité. Enfin la réalisation de forêts urbaines sur le territoire de la Métropole sera engagée. La Métropole se donne les objectifs en 2050, de la complète fonctionnalité des trames, aucun effet « *ilot de chaleur urbain* » et au moins 50 % des émissions de carbone séquestrées sur le territoire.

Assurer la pérennité de **la ressource en eau** en promouvant la sobriété pour un accès équitable à tous, pour tous les usages, telle est également l'ambition de la Métropole. Les actions déjà engagées, de protection de la qualité de l'eau à l'échelle de la Métropole ainsi que la diversification des ressources exploitées pour l'alimentation en eau potable seront poursuivies. La Métropole a également la volonté d'offrir aux ménages une tarification écologique et solidaire. Le rendement du réseau d'eau potable sur le périmètre d'intervention de la Régie sera encore amélioré à plus de 85 %. Concernant l'eau brute, c'est la préservation et la diversification des ressources, ainsi que la rationalisation de leur utilisation pour des projets agroécologiques et des filières à bas niveaux d'impacts qui seront privilégiées. La Régie de l'assainissement, pour une gestion publique du petit cycle de l'eau, sera créée. Enfin, les actions de réduction des consommations d'eau déjà engagées sur le patrimoine de la Métropole seront poursuivies, de même que l'accompagnement de la population aux économies d'eau. L'ensemble de ces mesures vise à atteindre en 2030, 100 % des ressources en eau à l'équilibre quantitatif et 100 % des ressources locales stratégiques durablement protégées.

Montpellier Méditerranée Métropole sera un **territoire zéro déchet** avant 2050. La Métropole se donne l'objectif fin 2024, de réduire de 40 % les ordures ménagères résiduelles, par rapport à 2020, notamment en extrayant le biodéchet de la poubelle grise et en proposant du compostage de proximité et la collecte en porte à porte. La sensibilisation des habitants à la prévention et au tri à la source, la mise en place de la tarification incitative, le plan « *0 plastique* » ainsi que le développement des filières de l'économie circulaire sont autant de mesures qui contribueront à l'atteinte des objectifs. L'accompagnement de tous les professionnels vers la prévention et le tri, ainsi que la redéfinition du périmètre du service public sont également programmés. Enfin les agents de la Métropole seront sensibilisés pour que l'administration soit exemplaire dans la réduction et le tri des déchets.

En matière **d'agroécologie et d'alimentation**, la Métropole ambitionne de construire un système alimentaire durable et équitable. Il s'agit d'abord de façonner un territoire nourricier et acclimaté, en préservant ses ressources naturelles, en « *sacralisant* » les terres de la plaine ouest, en mobilisant le foncier agricole par la reconquête des friches et la création d'associations foncières agricoles (AFA), en favorisant l'installation d'agriculteurs, en accompagnant les évolutions des pratiques. La Métropole s'engage également à mettre en place des baux à clauses environnementales sur son foncier public et à développer une stratégie d'intervention foncière. Il s'agit ensuite de structurer un approvisionnement durable et résilient : renforcer l'approvisionnement scolaire par des produits locaux de qualité, accompagner le développement de filières locales, appuyer la commercialisation en circuits courts, fluidifier la logistique alimentaire. Enfin, la Métropole a la volonté de permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité et choisie, une alimentation solidaire, plus inclusive et émancipatrice. Le territoire devra être maillé d'une offre commerciale d'alimentation locale permettant d'atteindre cet objectif. En 2050, la Métropole ambitionne 100 % des parcelles agricoles du territoire en agroécologie selon la charte métropolitaine, et la reconquête de la totalité des friches agricoles.

Enfin, la Métropole souhaite s'engager aux côtés des **acteurs socio-économiques** du territoire pour les accompagner dans leur **transition écologique**. Qu'il s'agisse de mettre en œuvre le projet Med Vallée, de favoriser l'engagement sociétal des entreprises et des acteurs, de favoriser la création d'entreprises à impact sociétal positif et des nouveaux modèles économiques plus responsables, d'aider les acteurs économiques et l'écosystème de l'innovation à engager leur transition en s'appuyant sur la dynamique des grands comptes locaux, l'objectif affiché par la Métropole est que 100 % d'entre elles aient réussi leur transition écologique en 2050.

Les modalités d'élaboration, de suivi de mise en œuvre

Le travail d'élaboration du PCAET se poursuit jusqu'à aboutir à la fin de l'année 2021 à un programme d'actions opérationnelles engageant la Métropole pour les six premières années, afin d'orienter au plus tôt le territoire dans la trajectoire permettant l'atteinte des objectifs à 2050.

S'agissant de la poursuite de la concertation avant arrêt du projet, la délibération du Conseil de Métropole n°M2018-270 du 20 juin 2018, d'engagement de la révision du PCAET, identifie la mise à disposition de l'ensemble du projet de PCAET révisé, pendant un mois minimum, avant arrêt dudit document par le Conseil de Métropole, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (aux jours et heures habituels d'ouverture). Une publication dans un journal local informera le public du début de la mise à disposition de l'ensemble du projet de PCAET révisé, et de son évaluation environnementale. Un bilan de la concertation sera ensuite réalisé et présenté au Conseil de Métropole avant arrêt du projet.

Le projet de plan arrêté sera transmis pour avis au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional. Ces avis sont réputés favorables au terme d'un délai de deux mois suivant la transmission de la demande. En parallèle, le projet de plan et son évaluation environnementale seront soumis pour avis à l'autorité environnementale (Missions Régionales d'Autorité environnementale - MRAe). L'ensemble de ces avis, le bilan de la concertation préalable et le projet de plan arrêté feront l'objet d'une participation du public par voie électronique, conformément à l'article L. 123-19 du Code de l'environnement. Le projet de plan, modifié le cas échéant pour tenir compte de ces avis, sera adopté par délibération.

Enfin, et afin de cadrer le suivi et l'évaluation du PCAET, l'outil Citergie, démarche de management et de labellisation européenne, est mobilisé. Via son volet « *Evaluation des politiques publiques* », il a contribué à la réalisation du diagnostic du PCAET. Les indicateurs de ce dispositif européen seront utilisés pour suivre la mise en œuvre du PCAET. Egalement, le programme d'actions de Citergie, suivant les standards de la labellisation, a vocation à se fondre au sein du programme d'actions du PCAET. La Ville de Montpellier et la Métropole ont été labellisées Citergie (niveau 2 sur 3 niveaux, pour une durée de 4 ans) fin 2019-début 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la stratégie du PCAET de Montpellier Méditerranée Métropole, et les orientations qui en découlent, telles que déclinées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160920-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.